Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 38 (1980)

Heft: 3-4

Artikel: Le problème du gouvernement des entreprises et ses répercussions sur les rapports annuels = The emerging issue of corporate governance and its potential impact on annual reports

Autor: Lothian, Niall

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-138517

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le problème du gouvernement des entreprises et ses répercussions sur les rapports annuels

Niall Lothian,
professeur à l'IMEDE
et à l'Université Heriot-Watt

I. QU'EST-CE QUE LE GOUVERNEMENT D'UNE ENTREPRISE?[1]

L'entreprise, telle que nous la connaissons aujourd'hui, correspond essentiellement à une idée du XIXe siècle. La société par actions et à responsabilité limitée est née des changements économiques et sociaux consécutifs à la révolution industrielle. La formule du conseil d'administration, élu par les actionnaires, responsable de la marche des affaires, avec un contrôle annuel des comptes, date de cette époque et subsiste depuis. Beaucoup d'instruments juridiques et quasi juridiques sont venus s'y ajouter, dans la plupart des pays développés, pour prévenir les abus dans la gestion des entreprises et impliquant une information plus complète sur la marche des affaires. Mais le principe sous-jacent qui veut que la propriété donne le droit de contrôle n'a pas changé.

L'environnement des entreprises est en revanche très différent aujourd'hui de ce qu'il était au XIXe siècle. Les groupes industriels actuels, constitués en sociétés anonymes, se caractérisent par leur grande dimension et par un degré élevé de complexité et de concentration; ils constituent des entités qui ne sont pas tout à fait des organismes vivants, mais presque. Ils ont une vie qui leur est propre, des parties qui croissent et des parties qui meurent, mais ils ont aussi une responsabilité vis-à-vis de l'avenir[2]. Leurs activités s'étendent souvent à une pluralité d'usines, à une pluralité de produits et elles sont internationales. Ils opèrent dans un monde aux aspirations changeantes — que ce soit celles des actionnaires, des dirigeants, des employés, des consommateurs, ou celles de la communauté en général. L'autorité ne dépend plus seulement de la position ou du prestige; nous vivons dans une société pluraliste où des groupes d'intérêt luttent pour le pouvoir sans attachement partagé à des buts communs.

Le commandement de l'entreprise, fondé à l'origine sur l'autorité que les dirigeants exerçaient sur les ouvriers, a évolué d'un état où l'on recherchait le consensus à une situation de négation, parfois même de confrontation. Un changement pareil de principe n'est pas accepté facilement et beaucoup de dirigeants sont toujours enfermés dans une attitude «dictatoriale» à l'égard des employés et des consommateurs, parfois avec des conséquences assez désastreuses pour l'entreprise.

Une entreprise n'appartient à ses actionnaires qu'au moment de sa dissolution et encore les actionnaires sont-ils alors les derniers à être pris en considération. Etudier le problème du gouvernement de l'entreprise, c'est réfléchir de façon approfondie aux diverses conséquences de cet état de fait inévitable. Le problème du gouvernement de l'entreprise se pose en raison

The Emerging Issue of Corporate Governance and its Potential Impact on Annual Reports

Niall Lothian,
professor at IMEDE
and Heriot-Watt University

1. WHAT IS CORPORATE GOVERNANCE?[1]

The company as we know it today is essentially a nineteenth century idea. The joint stock, limited liability company grew from the economic and social changes following the industrial revolution. The basis of a unitary board, elected by members, responsible for the affairs of the business, with an annual audit, has survived since then. Many regulatory instruments, both legal and quasi-legal, have been introduced in most developed countries which have prevented abuses of the way companies have been run, and which have required fuller disclosure. But the underlying principle of ownership giving the right to control has not changed.

The environment for business today, however, is so different from that of the nineteenth century. A public corporation is now large, complex and concentrated; it is an entity not quite a living organism but nearly so. It has a life of its own, parts growing and parts dying, but it has a duty to the future[2]. Its operations are often multi-plant, multi-product and international. It exists in a world of changing expectations — of shareholders, of managers, of employees, of consumers, and throughout society. Authority no longer stems from position or prestige alone; we live in a pluralistic society in which interest groups challenge for power without a shared commitment to common goals.

Corporate leadership originally based on managerial authority over the workers, finds it has moved from the creation of consensus to the politics of bargaining, sometimes to confrontation. Such a paradigm shift is not easily negotiated and many managers find themselves locked into the "dictatorial" attitude to both employees and consumers, sometimes with near-disastrous results for the companies concerned.

A company only belongs to the shareholders at the point of break-up, and even then the shareholders come very low on the list. The debate on corporate governance is concerned with thinking through the consequences of that inevitable truth. Corporate governance is concerned with the changing direction and control of the modern complex company. Many issues are encompassed in such a loose phrase: the responsibility of the board of directors, the role of independent directors on the board, the composition and procedures of the board, the role and duties of the chairman and directors, the intellectual and work development of directors, and the relationship between the parent company and its subsidiaries are just a few of the topics for debate which will be conducted at many levels and in many quarters in the 1980s. The subject of this paper is the potential impact of corporate governance on the corporation's annual report and accounts.

des changements dans la direction et le contrôle des entreprises modernes complexes. La responsabilité du conseil d'administration, le rôle des membres extérieurs du conseil, la composition et les procédures du conseil, le rôle et les devoirs du président et des autres membres, la formation intellectuelle et pratique des administrateurs, ainsi que les relations entre la maison-mère et les affiliées, autant de formules générales qui recouvrent une foule de questions et ne forment qu'une partie des sujets de discussions qui seront débattus à beaucoup de niveaux et en maints endroits au cours des années 1980. Le présent article porte sur les répercussions possibles du gouvernement de l'entreprise sur le rapport et les comptes annuels de la société.

II. EXAMEN DE L'ÉTAT ACTUEL

L'idée conventionnelle est que la publication des rapports financiers d'une entreprise a pour but de renseigner les propriétaires, en leur montrant comment leurs fonds ont été utilisés et quels profits en ont été tirés. Il apparaît d'emblée combien ce point de vue est incomplet et fait peu de cas de ce que nous avons dit plus haut sur la nature complexe de l'entreprise moderne.

Examinons quelques-unes des caractéristiques des rapports annuels de sociétés aujourd'hui:

1. Ils consistent essentiellement en un rapport du président du conseil, suivi d'un bilan, d'un compte de pertes et profits et de notes complémentaires.
2. Ils sont généralement fondés sur les coûts historiques, bien que l'inflation détruise la validité dans le temps de mesures fondées sur des données monétaires non ajustées. Certains pays permettent une réévaluation périodique, aux prix du marché, des actifs immobilisés du bilan, tels que les biens immobiliers; certains ont introduit des dispositions permettant aux entreprises qui le souhaitent de compléter leurs comptes tenus aux coûts historiques par des données fondées sur des prix courants et/ou constants. Mais en dépit de ces dispositions, la plupart des grandes entreprises continuent d'établir leurs rapports annuels sur une base historique.
3. Ils portent presque entièrement sur des objets et des événements qui peuvent être quantifiés en termes financiers.
4. Ils visent à la quantification et à la mise en évidence du bénéfice à distribuer pour l'année, sous la forme d'un montant unique, identifiable et absolu. Bien que les récents problèmes de liquidité des entreprises aient conduit les utilisateurs à concentrer de nouveau leur attention sur le bilan, ce dernier comprend des comptes qui sont en grande partie le résidu des calculs effectués pour dégager les profits.
5. Ils répondent tout d'abord et surtout aux préoccupations financières des actionnaires et des créanciers.

On peut également signaler quelques autres caractéristiques des rapports annuels des entreprises:

a) Ils revêtent de nombreuses formes. Il n'y a virtuellement aucune limite à la quantité des informations qui peuvent être publiées si les entreprises le désirent, et il existe peu de règles quant à la façon de les présenter.

II. A REVIEW OF THE PRESENT STATE OF CORPORATE REPORTING

The conventional view of the aim of published financial reports of a business is that they present information to the proprietors, showing how their funds have been utilised and the profits derived from such use. We can see how incomplete and unsympathetic this view is, given our earlier discussion about the complex nature of the modern corporation today.

Let us consider some of the features of today's annual company reports:

1. They consist essentially of a directors' report, balance sheet, profit and loss account, and notes thereto.
2. They are based generally on historical cost figures even though the effect of inflation has invalidated the use, over time, of unadjusted monetary units as a standard unit of measurement. Some countries allow periodic updating of the balance sheet value of fixed assets such as property to current market values; some have introduced voluntary proposals to allow companies supplement their historic cost accounts with current cost and/or constant unit data. But despite these proposals, most large corporations continue to report in historic terms.
3. They are concerned almost wholly with items and events which can be quantified in financial terms.
4. They are concerned with quantifying and highlighting distributable profit for the year as one identifiable and absolute amount. Although recent corporate liquidity problems have refocused users' attention on the balance sheet, this statement comprises balances which are largely the residue of profit calculations.
5. They are concerned first and foremost with the financial claims of shareholders and creditors.

Some additional characteristics of annual corporate reports can be noted:

a) They are produced in many forms. There is virtually no limit to the quantity of information which can be disclosed if so wished by companies, and few rules concerning presentation.

b) They contain a mixture of audited and unaudited information which often is not clearly segregated. The tendency over recent years has been for an increase in the quantity of unaudited information presented as the public relations value of such reports is recognised by companies.

c) They are extremely difficult to understand by every reader who is not well schooled in financial and accounting matters.

III. THE NEED FOR ADDITIONAL INDICATORS OF PERFORMANCE

The corporate governance debate has strengthened the belief of many managements that corporations can survive only with the approval of the communities in which they operate, and they have an interest in revealing information which displays how differing

b) Ils contiennent un mélange d'informations qui ne sont souvent pas clairement séparées selon qu'elles ont été fiduciairement contrôlées ou non. Depuis quelques années, la tendance est d'augmenter la quantité des informations qui ne sont pas soumises à un contrôle fiduciaire, les entreprises y trouvant un intérêt en termes de relations publiques.

c) Ils sont très difficiles à comprendre pour tout lecteur ne disposant pas d'une bonne formation dans les domaines financier et comptable.

III. LE BESOIN D'INDICATEURS ADDITIONNELS DES PERFORMANCES

La discussion autour du gouvernement des entreprises a renforcé beaucoup de dirigeants de sociétés dans l'idée que les entreprises ne peuvent survivre qu'avec l'approbation des communautés dans lesquelles elles opèrent, et qu'ils ont un intérêt à publier une information qui montre comment s'établit, entre des intérêts différant les uns des autres, un équilibre qui bénéficie à l'ensemble de la communauté. Etant donné que ni les entreprises, ni le public ne considèrent la maximisation du profit des propriétaires comme le seul but légitime des entreprises, le bénéfice pouvant être distribué ne saurait continuer d'être considéré comme le seul ou principal indicateur de performance (il en serait ainsi même si les comptables pouvaient s'accorder entre eux sur une définition du «profit» comme une grandeur déterminée, mesurable avec précision — ce qu'ils ne sont pas en mesure de faire). Il semble que nous voici bien loin de l'opinion exprimée par Milton Friedman, selon lequel «peu de tendances pourraient miner aussi complètement les fondements même de notre société libérale que l'acceptation, par les dirigeants d'entreprises, de l'idée d'une responsabilité sociale autre que celle de faire autant d'argent que possible pour leurs actionnaires»[3].

Si le succès des entreprises dans l'accomplissement de leurs multiples responsabilités doit pouvoir être mesuré et reconnu, il s'ensuit qu'une information sur les progrès accomplis vers la réalisation de tels objectifs devrait être publiée. Ceci est dans l'intérêt des utilisateurs et des entreprises. Un rapport d'activité ne portant que sur le compte de pertes et profits et sur le bilan sera insuffisant pour donner une image complète des activités économiques. Une information et des données additionnelles sont nécessaires pour aider à comprendre les informations financières et révéler plus complètement comment les ressources ont été utilisées.

IV. QUI SONT LES UTILISATEURS DES RAPPORTS ANNUELS ET QUELS SONT LEURS BESOINS?

Avant d'aborder la question des développements possibles des rapports annuels, il convient d'identifier les diverses catégories d'utilisateurs et d'essayer de saisir leurs besoins d'information, qui sont nombreux et parfois contradictoires. Pour conserver à la discussion une étendue supportable, il faut définir les utilisateurs des rapports annuels comme étant ceux qui ont un droit raisonnable à être informés sur l'entreprise qui publie un rapport

interests are being balanced for the benefit of the whole community. Because neither companies nor the public regard the maximisation of owners' profit as the only legitimate aim of business, distributable profit can no longer be regarded as the sole or premier indicator of performance (This would be so even if accountants could agree that "profit" is one certain figure which can be measured with precision — which they can't!). We seem to have come a long way from the opinion expressed by Milton Friedman: "few trends could so thoroughly undermine the very foundations of our free society as the acceptance by corporate officials of a social responsibility other than to make as much money for their stockholders as possible". [3]

If the success of companies in fulfilling multiple responsibilities is to be measured and given due recognition, it follows that information on progress towards the achievement of such objectives should be published. It is to the advantages of users and the reporting company that information relating to the fulfilment of these responsibilities should be published. The reporting of profit and loss and balance sheet figures only will be insufficient to impart a comprehensive picture of economic activities. Additional information and statements are needed which will assist the understanding of financial statements and reveal more fully how resources have been utilised.

IV. IDENTIFYING THE USERS OF ANNUAL REPORTS AND THEIR NEEDS

Before we can consider some potential developments in corporate reporting practices, we must firstly identify the various user groups and try to understand their many, and sometimes conflicting, informational needs. So that we may limit our discussion to manageable proportions we need to define users of corporate reports as those who have a reasonable right to information concerning the reporting company. For such a definition to be acceptable, it is crucial for us to break away from the traditional view that only parties with legally enforceable powers have the sole right to demand corporate information. Indeed the whole corporate governance debate depends on management taking this adventurous leap away from the conventional point of view.

Seven major groups can be identified; the following paragraphs list briefly the composition of each group and their principal informational requirements[4]:

The Investor group including existing and potential shareholders and holders of convertible securities. The rights of this group to corporate information are both clear and well established. Investors require information to assist them in reaching share trading decisions, in deciding whether or not to subscribe to new issues and in reaching voting decisions at general meetings. They are interested in information concerning future prospects.

The rapid rise in inflation in recent years, and the attendant shortage of corporate liquidity, has led investors to seek information about the internal cash generating processes of companies as revealed in flow of funds statements. Although investors must be assumed to base their share trading and voting decisions largely on their desire to maximise their total return from their investments, other factors such as the social impact of the actvities of the enterprise are clearly also considered. Information about such activities is therefore of interest.

annuel. Pour rendre cette définition acceptable, il est indispensable de s'écarter du point de vue traditionnel qui veut que les seuls à avoir le droit d'exiger de l'information sur une entreprise sont ceux qui en ont légalement le pouvoir. En fait, tout l'avenir de la discussion relative au gouvernement des entreprises dépend de la disposition des dirigeants d'entreprise à risquer l'aventure consistant à s'écarter du point de vue traditionnel.

On peut identifier sept grandes catégories d'utilisateurs; les paragraphes ci-dessous décrivent brièvement la composition de chacune d'entre elles, ainsi que les principales exigences correspondantes en matière d'information[4]:

Les investisseurs comprennent les actionnaires actuels et potentiels, ainsi que les détenteurs d'obligations convertibles. Les droits de ces utilisateurs à une information sur l'entreprise sont clairs et bien établis. Les investisseurs exigent une information qui puisse les aider à prendre leurs décisions d'achat et de vente d'actions et de souscriptions à de nouvelles émissions, ainsi que leurs décisions de vote sur les questions soumises aux assemblées générales. Ils sont intéressés aux informations qui concernent les perspectives d'avenir de l'entreprise.

L'accroissement rapide de l'inflation au cours de ces dernières années, ainsi que l'épuisement concomitant des liquidités des entreprises, ont conduit les investisseurs à rechercher des informations sur les processus internes de création de liquidités, tels qu'ils ressortent des tableaux de flux de fonds. Bien qu'il faille partir de l'idée que les investisseurs fondent largement leurs décisions d'achat et de vente d'actions, ainsi que leurs votes, sur la recherche du plus grand rendement total possible de leurs investissements, il apparaît que d'autres facteurs d'appréciation, tels que les répercussions sociales des activités de l'entreprise, sont manifestement aussi pris en considération. Une information à ce sujet revêt donc aussi de l'intérêt.

Les créanciers comprennent les détenteurs actuels et potentiels de créances et d'obligations, ainsi que les bailleurs d'avances et de prêts à court terme, avec ou sans garantie. Les besoins d'information des créanciers sont à maints égards similaires à ceux des actionnaires. Ceux qui accordent un crédit veulent avant tout pouvoir évaluer la stabilité et la vulnérabilité économiques de ceux qui leur empruntent de l'argent. Mais à la différence des actionnaires, ils sont au premier chef concernés par le risque et les conséquences d'une insolvabilité. Il leur serait par conséquent utile d'avoir une information sur les perspectives d'avenir de l'entreprise, y compris la capacité de cette dernière d'effectuer des paiements en liquide.

Les employés comprennent les employés existants, potentiels et passés. Le droit de cette catégorie d'utilisateurs dérive des liens personnels qui les rattachent à leur employeur. Ils demandent des informations en vue des négociations collectives. Les sujets les plus susceptibles de les intéresser concernent en particulier l'aptitude de l'employeur à satisfaire les demandes de salaires, les intentions de la direction concernant les niveaux et la localisation de l'emploi, ainsi que le salaire, le travail et les perspectives des employés dans les diverses divisions de l'entreprise. Il est douteux que les rapports annuels généraux de la société puissent satisfaire complètement tous les besoins de cette catégorie d'utilisateurs; il est probable que les employés obtiendront l'information dont ils ont besoin d'une façon mieux appropriée, par l'intermédiaire de rapports spéciaux au niveau des usines ou des localisations géographiques. Ils peuvent cependant consulter le rapport annuel de la société

The Creditor group including existing and potential holders of debentures and loan stock, and providers of short-term secured and unsecured loans and finance. The informational needs of loan creditors are similar in many respects to the needs of equity investors. Above all, suppliers of credit want to assess the economic stability and vulnerability of the borrower. But unlike equity investors they are primarily concerned with the risk and consequences of default. They would therefore benefit from information about the future prospects of the corporation, including its capacity to make cash payments.

The Employee group including existing, potential and past employees. The rights of this group to information arise from their personal ties with the employer. They require information for the purposes of collective bargaining. The matters most likely to interest this group include the ability of the employer to meet wage demands, management's intentions regarding employment levels and locations, and the pay, contribution and prospects of employees in the various divisions of the corporation. It is doubtful if general purpose corporate reports can fully meet all the needs of this group; it is likely that employees will more suitably obtain the information they need by means of special purpose reports at plant or site level. They may, however, look to the corporate report to confirm the reliability of the basis of information provided previously in the form of special purpose reports.

The Analyst-Advisor group including financial analysts and journalists, economists, statisticians, researchers, trade unions, stockbrokers and other providers of advisory services such as credit agencies. The rights of this wide ranging group arise from its concern with promoting the interest of those involved in a direct relationship with the company. They can be regarded as acting in an agency capacity for other users. Because of this relationship, the information needs of this group are not significantly different from the first three groups already discussed. The existence of these analysts will, however, lead to a demand for more elaborate information.

The Business Contact group, including customers, trade creditors, and suppliers and, in a different sense, competitors and business rivals including those interested in mergers, amalgamations and takeovers. The rights of this group arise in different ways. For example, suppliers, trade creditors and customers are all likely to place trust in the corporation to fulfil an implied or explicit responsibility. Competitors, on the other hand, promote the interests of other user groups by acting as a spur to efficiency. It is generally recognised that the specialist types of information needed by this group are available from specialist sources (trade journals, etc.) or coincide with the user needs already identified and which can be provided by expanded corporate reports.

The Government including tax authorities, departments and agencies concerned with the supervision of commerce and industry, and local authorities. Government needs information to estimate the effects of existing and proposed levies and other financial and economic measures, to promote economic efficiency, and increasingly as a potential or existing customer or supplier of credit or capital.

Many of these information needs are similar to those of our other user groups who are concerned with information about position, performance and prospects of the corporation. However, where needs are not met government may require special returns and reports and this power is used to obtain information for tax collection and statistical surveys.

pour vérifier la confiance qu'ils peuvent accorder à ce qui sert de fondement aux informations qui leur ont été fournies auparavant sous la forme de rapports spéciaux.

Les analystes – conseillers comprennent les analystes et journalistes financiers, économistes, statisticiens, chercheurs, syndicats, courtiers en bourse, et autres personnes ou institutions fournissant des services de conseil, notamment en matière d'information de bourse et de crédit. Les droits de cette catégorie très vaste d'utilisateurs découlent du fait qu'ils s'occupent de promouvoir l'intérêt de ceux qui sont engagés dans une relation directe avec l'entreprise. Ils peuvent être considérés comme agissant pour le compte d'autres utilisateurs. De ce fait, leurs besoins d'informations ne diffèrent pas de façon significative de ceux des trois premières catégories déjà mentionnées. L'existence de ces analystes suscitera, cependant, une demande d'informations plus élaborées.

Les groupes en contacts d'affaires comprennent les clients, les créanciers commerciaux, les fournisseurs et, dans un sens différent, les concurrents et les sociétés rivales, y compris celles intéressées à des fusions, concentrations et acquisitions. Les droits de cette catégorie d'utilisateurs se fondent sur des raisons différentes selon les cas. Les fournisseurs, créanciers commerciaux et clients, par exemple, font probablement confiance à l'entreprise pour qu'elle assume une certaine responsabilité implicite ou explicite. De leur côté, les concurrents encouragent l'intérêt d'autres catégories d'utilisateurs en incitant à une plus grande efficacité. On sait que les types d'informations spécialisées dont cette catégorie d'utilisateurs a besoin sont généralement disponibles auprès de sources spécialisées (journaux commerciaux, etc.) ou coïncident avec les besoins d'utilisateurs déjà identifiés et qui peuvent être satisfaits par l'intermédiaire de rapports annuels plus complets.

L'Etat comprend les autorités fiscales, les départements et services préposés à la supervision du commerce et de l'industrie, ainsi que les autorités locales. L'Etat a besoin d'informations pour estimer les conséquences des impôts existants et proposés, ainsi que d'autres mesures financières et économiques, pour promouvoir l'efficacité économique et, de plus en plus, en tant que client potentiel ou actuel ou fournisseur de crédit ou de capital.

Beaucoup de ces besoins d'informations sont semblables à ceux d'autres catégories d'utilisateurs soucieux de connaître la position, les performances et les perspectives de l'entreprise. Là où les besoins ne sont pas satisfaits, l'Etat peut cependant exiger des renseignements complémentaires et des rapports spéciaux et utilise ce pouvoir pour obtenir l'information nécessaire à la taxation fiscale et aux études statistiques.

Le public comprend les contribuables, les consommateurs et les groupes d'intérêts généraux ou spéciaux, tels que les partis politiques et les groupes de pression. Le droit de cette catégorie d'utilisateurs découle du rôle que jouent les entreprises dans notre société. Elles se voient accorder des privilèges de droit et de fait, elles rivalisent pour les ressources humaines, matérielles et énergétiques et elles utilisent des biens qui appartiennent à la collectivité, tels que les routes et les ports.

Les rapports annuels des entreprises ne peuvent pas satisfaire tous les besoins d'informations imaginables du public. Il faut reconnaître les limites de ce qui peut figurer dans un rapport annuel, si élaboré soit-il. Mais beaucoup des besoins déjà mentionnés plus haut pourraient coïncider avec ceux du public; par exemple, ceux relatifs au rôle des

The Public including taxpayers, consumers and other community and special interest groups such as political parties, protection societies, and pressure groups. The right of this "group" arises from the role played by corporations in our society. They are afforded legal and operational privileges, they compete for resources of manpower, materials and energy, and they make use of community owned assets such as roads and harbours.

Corporate reports cannot satisfy all the imaginable information needs of the public. The limitations of even the most elaborate reports must be acknowledged. But there are many needs already mentioned above which might coincide with the public's; for example, the role of companies as employers, the cash flows, profitability and efficiency of enterprises, contributions to political organisations, pressure groups and charities, and compliance with law and voluntary actions and expenditure affecting society or the environment.

V. HOW CAN CORPORATIONS SATISFY THESE INFORMATION NEEDS?

It can be appreciated from the foregoing discussion that the considerable informational needs of the many user groups are not being met by the conventional annual reports and accounts of corporations. The reports of profit and loss and balance sheet figures only are insufficient to impart a comprehensive picture of economic activities. Additional statements are needed which will assist the understanding of financial statements and reveal more fully how resources have been utilised. A few companies in Europe have experimented with new statements and formats. But much more work needs to be done if corporations are to be seen to make a serious effort to communicate relevant information to the various groups identified in the previous section. Users do not react necessarily in the way we think they do or in the way company management want them to. The "feed it in and turn the handle" approach to users' capacity to cope with accounting information is no longer valid. It will no longer be satisfactory to foist on them what we think they should get.

Here are some additional statements[5] which could be introduced, if only in an experimental fashion, which might aid the communication process between the corporation and its environment:

A Statement of Value Added showing how the benefits of the efforts of a corporation are shared between employees, providers of capital, the state and reinvestment. There is evidence that the meaning and significance of profits are widely misunderstood. Profit, of course, is an essential part of any market economy but its positive and creative function should be clearly recognised and presented. Profit is only a part of value added. From value added must come wages, dividends and interest, taxes and funds for new investment. The interdependence of each is made more apparent by a statement of value added. The annual reports of Philips 1978 and Bosch 1978 give good examples of how meaningful value added information can by presented.

An Employment Report showing the size and composition of the workforce relying on the corporation for its livelihood, the work contribution of employees and the benefits earned. Such a report will assist users in assessing the performance of the entity, evaluating its economic function and performance in relation to society, assessing its capacity to make

entreprises en tant qu'employeurs, aux flux de fonds, à la rentabilité et à l'efficacité des entreprises, à leurs contributions à des organisations politiques, groupes de pression et œuvres de charité, à leur façon d'observer la loi et de participer à des initiatives particulières et d'engager des dépenses qui affectent la communauté ou l'environnement.

V. COMMENT LES ENTREPRISES PEUVENT-ELLES SATISFAIRE CES BESOINS D'INFORMATIONS?

Eu égard à ce qui précède, on se rend compte que les rapports et comptes annuels conventionnels des entreprises ne répondent pas aux considérables besoins d'information des nombreux groupes d'utilisateurs. Le relevé des pertes et profits et les bilans ne suffisent pas, à eux seuls, à donner une image complète des activités économiques. Des indications additionnelles sont nécessaires, qui aideront à comprendre les données financières et montreront plus complètement comment les ressources ont été utilisées. Quelques entreprises européennes ont expérimenté de nouvelles formules dans la présentation et le contenu de leur rapport annuel. Mais il reste encore beaucoup à faire si l'on veut voir les entreprises réaliser un sérieux effort afin de communiquer une information adéquate aux différentes catégories d'utilisateurs identifiées plus haut. Les utilisateurs ne réagissent pas nécessairement comme on le pense ou comme la direction de l'entreprise souhaiterait qu'ils le fassent. On ne peut plus se contenter d'arroser les utilisateurs de chiffres, puis de refermer le robinet en se désintéressant du problème de savoir s'ils sont capables de comprendre les informations fournies. On ne peut plus se satisfaire de leur remettre ce qu'on pense qu'il leur convient.

Voici quelques informations additionnelles[5] qui pourraient être introduites, ne serait-ce qu'à titre expérimental, pour améliorer la communication entre l'entreprise et son environnement:

Un calcul de la valeur ajoutée montre comment les résultats des efforts d'une entreprise sont partagés entre les employés, les bailleurs de fonds, l'Etat et le réinvestissement. Des raisons évidentes portent à croire que le sens et la signification du profit sont dans beaucoup de cas mal compris. Le profit est, bien entendu, un élément essentiel dans toute économie de marché, mais sa fonction positive et créatrice devrait être clairement reconnue et décrite. Le profit ne représente qu'une partie de la valeur ajoutée. De la valeur ajoutée doivent pouvoir être tirés les salaires, les dividendes et les intérêts, les impôts et les fonds pour de nouveaux investissements. L'interdépendance entre ces divers éléments apparaît plus clairement dans un tableau représentant la valeur ajoutée. Les rapports annuels de Philips et Bosch, de 1978, illustrent bien à quel point les informations sur la valeur ajoutée peuvent être présentées de façon intéressante.

Un rapport sur l'emploi montre les effectifs et la composition du personnel dépendant de l'entreprise pour son gagne-pain, ainsi que la contribution des employés en termes de travail et les bénéfices réalisés. Un tel rapport aidera les utilisateurs à évaluer la performance de l'ensemble de l'entreprise, sa fonction et ses performances économiques en relation avec la société, sa capacité d'opérer de nouvelles allocations des ressources, ainsi que les performances, l'efficacité et les objectifs de la direction. Peu d'entreprises ont fait un effort, si

reallocations of resources and evaluating managerial performance, efficiency and objectives. Few companies have made any effort to report such information: one which has is Daimler Benz who devotes four pages to this report in its 1978 Report and Accounts.

A Statement of Money Exchanges with Government showing the financial relationship between the corporation and the state. All types of organisation have a close and continuing economic relationship with government. They make use of, and benefit from, government provided community facilities and services. Besides these tangible and intangible benefits, corporations have direct financial dealings with government. They pay and collect taxes, they may receive grants and subsidies, quite apart from having the state as a customer. The object of this type of statement, a brief example of which is included in Imperial Group's 1978 Report to Employees, is to demonstrate the degree of interdependence between the corporation and the state.

A Statement of Transactions in Foreign Currency showing the direct cash dealings of the reporting entity between the corporation's home country and abroad. This statement, it is argued, will assist users to judge the economic functions and performance of the company in relation to the national interest. It may also provide information of assistance in assessing the stability and vulnerability of the reporting corporation. It is conceded, however, that such a statement is not particularly meaningful in multinational groups where the reported figures would be distorted by the accounting rules associated with foreign currency translation. Ciba-Geigy Group presents a statement of sales in the principal local currencies in its 1978 Report which goes so far as to indicate the annual inflation rate in each country of its operations.

Statements relating to a Corporation's Objectives and Future Prospects. The corporate governance debate has focused on the need for companies to produce a statement showing management policy and medium term strategic targets together with a statement spelling out, in some detail, likely future profit, employment and investment levels. Both statements, it is argued, will enable the user to assess managerial performance.

The argument in support of such statements goes as follows: all classes of users are interested in the future prospects of the corporation; detailed strategic plans and projections are already produced for internal consumption; such plans should therefore be published to satisfy user needs. This is rejected by companies, even those who embrace the need for greater awareness of corporate governance. They believe that such proposals, if implemented, would lead to unwarranted comparisons between actual performance and projected performance based on a wholly misconceived notion of the role of, and degrees of probability attached to, profit forecasts. Management is justifiably anxious that they will be held to their own quantifiable view of the future because of the spurious air of accuracy attached to such published material. There are no examples which are readily available of major European companies publishing such statements.

VI. A REVOLUTION IN FINANCIAL REPORTING

In the 1980s the corporate governance debate will compel all but the most insensitive corporations into considering the introduction of these new and more meaningful statements

limité soit-il, pour publier ce genre d'information: une qui l'a fait est Daimler Benz, qui y consacre 4 pages dans son rapport annuel de 1978.

Un tableau des flux monétaires avec l'Etat montre les relations financières entre l'entreprise et l'Etat. Des organisations de tous genres sont en relation économique étroite et continue avec l'Etat. Elles font usage et bénéficient des infrastructures et des services collectifs mis à disposition par l'Etat. Outre ces prestations tangibles et intangibles dont bénéficient les entreprises, celles-ci traitent directement avec l'Etat. Elles paient des impôts et sont des agents de perception de ceux-ci; elles peuvent recevoir des subventions, tout à fait indépendamment du fait qu'elles ont parfois l'Etat comme client. Le but de la présentation de ces échanges, dont on trouvera un bref exemple dans le rapport annuel adressé par Imperial Group 1978 à ses employés, est de montrer le degré d'interdépendance entre l'entreprise et l'Etat.

Un tableau des transactions en monnaie étrangère montre les affaires traitées directement sous forme liquide par l'entreprise entre le pays où elle a son siège et l'étranger. L'argument en faveur d'un tel tableau est qu'il aidera les utilisateurs à évaluer les fonctions et la performance économiques de l'entreprise en relation avec l'intérêt national. Il pourrait également fournir une information aidant à évaluer la stabilité et la vulnérabilité de l'entreprise. Un tel tableau ne revêt pas particulièrement beaucoup de sens dans le cas d'entreprises multinationales, car les chiffres indiqués seraient faussés du fait des règles comptables utilisées pour exprimer les montants en monnaies étrangères. Dans son rapport annuel de 1978, Ciba-Geigy présente une récapitulation de ses ventes exprimées dans les principales monnaies locales et va jusqu'à indiquer le taux d'inflation annuel dans chacun des pays où elle opère.

Documents se rapportant aux objectifs et aux perspectives d'avenir de l'entreprise. Le débat au sujet du gouvernement des entreprises a mis en évidence la nécessité, pour ces dernières, de produire un document décrivant la politique de la direction et ses buts stratégiques à moyen terme, en même temps qu'un exposé définissant avec quelque détail, les bénéfices, l'emploi et l'investissement prévus à l'avenir. L'argument avancé en faveur de ces documents est qu'ils permettront à l'utilisateur d'évaluer les performances de la direction.

Le raisonnement à l'appui de tels documents est le suivant: toutes les catégories d'utilisateurs s'intéressent aux perspectives d'avenir de l'entreprise; des plans stratégiques détaillés se trouvent déjà formulés à usage interne; ces plans devraient donc être publiés pour répondre aux besoins des utilisateurs. Cette idée est rejetée par les entreprises, même celles qui reconnaissent la nécessité d'accorder une attention accrue au gouvernement de l'entreprise. Elles estiment que la réalisation de telles propositions conduirait à des comparaisons injustifiées entre les performances effectives et les performances projetées, fondées sur une vision tout à fait erronée du rôle et des degrés de probabilité des prévisions de profits. Les dirigeants craignent à juste titre de se trouver enfermés dans leur propre vision quantifiée du futur, en raison du faux air de précision qui s'attache à ce genre d'informations publiées. Il n'y a pas d'exemples aisément disponibles de grandes entreprises européennes publiant de tels documents.

in their annual reports in an effort to satisfy the information needs of *all* users. We should conclude this paper by reviewing some other improvements in the quality of information provided by companies in their annual report and the manner in which it may be presented. These suggestions should be considered by every company irrespective of its commitment to corporate governance.

Multi-column reporting. The first change which must inevitably be introduced in the short term is some form of accounting for the changing value of money due to inflation. Inflation is the most critical problem currently facing developed countries; the impact of inflation is devasting. Accounting cannot solve inflation — but it can go some way towards reporting the effects of inflation. The challenge facing corporations and the accounting profession is to produce financial information that reveals, rather than conceals, the effects of inflation. It is not enough for those responsible for financial reporting merely to acknowledge the deficiencies of conventional historic cost accounting.

This article is not the place to discuss in detail the technical issues of inflation accounting, whether current purchasing power is more or less relevant than current cost accounting. But what we can say is that the worldwide attempts to introduce a reporting format have been half-hearted to say the least; voluntary schemes, supplementary statements, and back-of-an-envelope adjustments have been the character of most proposals so far. Let the 1980s be the decade when business management and the accounting profession come clean with the users of financial information and admit that the historic cost model is dead and that new paradigms must be introduced into the mainstream reports.

To lessen what might be termed the sentimental or emotional loss suffered by users with the demise of historic cost, and to give due recognition to the insoluble problem of the selection of valuation bases in income measurement, we should give serious thought to introducing multi-column reporting (sometimes known as range reporting). In this way we could present our statements of financial condition and position drawn up under different assumptions, for example, whether the corporation was going to continue operations of a similar nature into the foreseeable future, whether perhaps it was going to realise some of its assets for alternative purposes, or whether it had such a bleak future that the most realistic valuation for the business would be the break-up, or salvage, value of the net assets. Such a range of values would recognise the inescapable fact that different users have different perceptions of the future of each enterprise.

This notion of flexibility should pervade all mandatory accounting principles in the future. We must realise that the apparently authoritative pronouncements or theory statements, however rigorous the underlying analysis, are inevitably derived from the experiences and perceptions of their authors. And these views of the world of accounting cannot be regarded as uniquely and inevitably correct. This means that we should recognise the individual corporation's right to explain and resolve anomalies in the way it sees best: the power of the market-place will ensure that its view is not wildly divergent from those of its competitors.

Making financial reports understandable. There is a growing body of research evidence[6] that shows that readers of annual reports and accounts do not understand their contents and, as a consequence, virtually ignore them. If they read any part of the report at all, they tend to read the chairman's statement and other non-quantitative portions. Only

VI. UNE RÉVOLUTION DANS LA QUALITÉ ET LA PRÉSENTATION DES RAPPORTS FINANCIERS

Au cours des années 1980, le débat sur le gouvernement des entreprises obligera toutes les sociétés, sauf les plus conservatrices, à envisager l'insertion de ces éléments nouveaux et plus significatifs dans leurs rapports annuels, pour tenter de satisfaire les besoins de tous les utilisateurs. Nous concluerons cet article en examinant quelques autres améliorations qui pourraient être apportées à la qualité des informations fournies par les entreprises dans leur rapport annuel et à la façon de présenter cette information. Ces suggestions devraient être prises en considération par chaque entreprise, indépendamment de sa position sur la question du gouvernement des entreprises.

Comptes à plusieurs colonnes. Le premier élément, qui devra inévitablement être introduit prochainement, est une formule permettant de rendre compte des changements de valeur de la monnaie dus à l'inflation. L'inflation est le problème le plus critique auquel se trouvent actuellement confrontés les pays développés ; elle a des conséquences désastreuses. Les techniques comptables ne peuvent pas résoudre le problème de l'inflation, mais elles peuvent permettre d'identifier, dans une certaine mesure, ses effets. Le défi que les entreprises et les experts comptables ont à relever est celui de produire une information financière révélant plutôt que cachant les effets de l'inflation. Les responsables de l'établissement des rapports financiers ne peuvent plus se contenter de reconnaître les déficiences des relevés comptables conventionnels fondés sur les coûts historiques.

Ce n'est pas le but de cet article de procéder à un examen détaillé des problèmes techniques d'une comptabilité tenant compte de l'inflation ou de savoir si l'approche par le pouvoir d'achat représente une mesure plus adéquate que celle par les prix courants. Mais ce qu'on peut dire, c'est que les efforts faits jusqu'ici pour introduire de nouvelles formules ont pour le moins manqué de conviction ; la plupart des propositions faites jusqu'ici ont revêtu le caractère de schémas facultatifs, d'indications annexes et d'ajustements marginaux. Espérons que les années 1980 verront les dirigeants d'entreprises et les experts comptables aller à la rencontre des utilisateurs d'informations financières et admettre que le modèle des coûts historiques est dépassé et qu'il faut introduire de nouveaux principes pour la partie essentielle des rapports annuels.

Pour atténuer ce qu'on pourrait appeler la perte sentimentale ou émotionnelle subie par les utilisateurs, du fait de l'abandon des coûts historiques, et reconnaître comme il se doit le caractère insoluble du problème de la sélection d'un étalon de mesure pour l'évaluation des bénéfices, il faudrait réfléchir sérieusement à la possibilité d'introduire des tableaux à colonnes multiples. On pourrait ainsi présenter les données relatives à la situation financière simultanément sous plusieurs jours, selon différentes hypothèses, par exemple selon que l'entreprise continue d'opérer dans les mêmes domaines d'activités pendant les années à venir, selon qu'elle parvienne peut-être à réaliser certains de ses actifs pour se consacrer à d'autres activités, ou qu'elle ait un avenir tellement noir que l'évaluation la plus réaliste de ses perspectives consisterait dans la valeur de dissolution ou de sauvetage des actifs nets. La présentation d'un tel éventail de valeurs possibles reconnaîtrait le caractère inévitable du fait que des utilisateurs différents ont nécessairement des perceptions différentes de l'avenir de chaque entreprise.

readers with a substantial knowledge in financial and money matters make any attempt to understand the economic and financial significance portrayed by the accounting figures.

These research findings should not surprise any person who has studied the language and format of published balance sheets, profit and loss accounts, and notes to both of these statements. They are full of technical accounting jargon, seldom do two companies use the same word for the same thing (for example, consider the many variations in the subheadings in the balance sheet, or the sources and uses of funds statements[7]), and the information is displayed in an unattractive, confusing and haphazard fashion. Even financially literate readers sometimes experience difficulty in finding their way around published reports.

Annual reports, as presently produced, are of no value to a lot of users and of little value to a few. The untrained reader today has not the expertise to understand the mumbo-jumbo or to strip off the glossy veneer of stability and security which envelops company reports; the securities analyst who has got the ability, has also got the information already, and a lot more besides. The future of corporate reporting may lie in bionic reports, the main core of legal and stewardship data surrounded by detachable limbs and organs, each one designed for the uses to which it will be put. Why should corporations continue to supply masses of costly information to certain groups of users, including many shareholders, who find it both irrelevant and confusing when all they want is perhaps only a succinct summary of certain aspects of the corporation's activities over the past twelve months?

Another possible solution to the complexity issue of conventional corporate annual reports is to provide some guide to readers explaining the underlying hypotheses of accounts and giving a layman's definition of the accounting terms. Hoechst should be congratulated on their two-page mini-dictionary of technical financial terms used in their 1978 accounts. More companies should experiment with such communications tools.

Whatever form such financial education and training takes, we can assume that users will become more capable of understanding the subtleties of corporate reports and, as a result of this ability, will demand a higher quality of information which will have to be met.

Disaggregation of financial information. In the future corporations will be increasingly conscious about the need to disclose the economic substance of their activities rather than merely complying with the legal and regulatory form of disclosure requirements. Even without the introduction of the new statements which we have already considered, a corporation can offer to the readers of its financial statements segmented, or disaggregated financial information which will go a long way towards reversing the form over substance emphasis which currently pervades reporting standards. True, many companies already publish turnover and net assets figures split up over product groups and/or geographical location. But much more work is required in this area.

With the rising level of financial education among user groups in the years ahead will come demands for more detailed information to enable the reader to take better decisions. Separate sales and profit figures for segments are required for interested readers to understand the business, to make forecasts of consolidated profit and to appraise management's diversification strategy. Different segments have different rates of profitability growth and risk over time.

Cette idée de flexibilité devrait, à l'avenir, inspirer toutes les règles de principe développées en matière comptable. Il faut réaliser que les principes ou théories, qui s'imposent de façon apparemment autoritaires, portent inévitablement, quelque rigoureuses que soient les analyses sur lesquelles ils se fondent, l'empreinte des expériences et des perceptions de leurs auteurs. Et ces points de vue du monde des comptables ne peuvent pas être considérés comme étant, eux seuls et nécessairement, corrects. Cela signifie qu'il faudrait reconnaître le droit de chaque entreprise d'expliquer et de résoudre les anomalies évoquées ici de la façon qu'elle juge la meilleure: le pouvoir de contrôle du marché fera en sorte que les vues de chaque société ne divergent pas de façon excessive de celles de ses concurrents.

Rendre les rapports financiers compréhensibles. On dispose d'un nombre croissant de résultats de recherches[6] montrant que les lecteurs des rapports et comptes annuels n'en comprennent pas le contenu, et donc l'ignorent. Quand ils prennent connaissance d'une partie du rapport, ils lisent de préférence le rapport du président du conseil et d'autres sections non quantitatives. Seuls les lecteurs disposant de connaissances substantielles dans le domaine financier essaient parfois de comprendre la signification économique et financière des données comptables figurant dans les rapports.

Le résultat de ces recherches ne saurait surprendre quiconque a étudié le langage et la forme des bilans, des comptes des pertes et profits et des notes complémentaires figurant dans les rapports d'activités. Ils sont bourrés d'expressions techniques et de jargon comptable; il est rare que deux sociétés utilisent le même mot pour désigner la même chose (qu'on considère, par exemple, les nombreuses variations apparaissant dans les sous-rubriques des bilans, ou dans la présentation des sources et utilisations de fonds[7]); de surcroît, l'information est présentée de façon peu attrayante, confuse et désordonnée. Même des lecteurs chevronnés dans le domaine financier ont parfois de la peine à s'y retrouver.

Tels qu'ils se présentent actuellement, les rapports annuels ne sont d'aucune utilité pour la grande majorité des utilisateurs et de peu d'utilité pour une petite minorité d'entre eux. Le lecteur non entraîné actuel n'a pas les connaissances spécialisées nécessaires pour comprendre le langage obscur des rapports annuels ou percer le brillant halo de stabilité et de sécurité dont s'entoure leur contenu; quant au spécialiste de l'analyse boursière, qui est en mesure de comprendre, il dispose déjà des informations en cause et de beaucoup d'autres de surcroît. L'avenir pourrait être à la publication de rapports annuels composés d'un noyau central, comprenant les informations légales et d'intendance, entouré d'une série d'éléments détachables dont chacun serait conçu en fonction des usages qui en seront faits. Pourquoi les entreprises continueraient-elles de fournir des masses d'informations coûteuses à certains groupes d'utilisateurs, y compris beaucoup d'actionnaires, qui trouvent ces informations à la fois non pertinentes et déconcertantes, alors que tout ce qu'ils veulent, c'est peut-être un résumé succinct de certains aspects des activités de l'entreprise au cours des douze derniers mois?

Une autre façon de résoudre le problème de la complexité des rapports annuels conventionnels pourrait être d'y adjoindre une sorte de mode d'emploi, expliquant au lecteur les hypothèses sous-jacentes aux comptes et définissant les divers termes du vocabulaire comptable de façon compréhensible pour un non-spécialiste. Hoechst devrait être félicité pour ses deux pages de glossaire expliquant les termes de technique financière

The issue which will face the regulatory disclosure authorities when they address themselves to this field is: can we leave the definition of segments to the unfettered discretion of directors or do we need an external yardstick against which management's decisions can be matched?[7] A well chosen yardstick, such as a standard industrial classification would enable a) the preparer of the segmented information to determine at what level the disclosure cut-off point is material, b) the user to relate the reported segmental disclosure to external data such as aggregate market, production and financial statistics for the sectors concerned, and c) the auditors to have some kind of objective measure against which to test the directors' judgement.

VII. CONCLUSION

Readers may consider that the total package of changes in a corporation's annual report and accounts suggested in this short review amounts to some kind of revolution in financial reporting. Maybe such an observation is neither exaggerated nor undesirable. The existing paradigm of historic cost accounts serving the informational requirements of only the shareholders has long outlived its usefulness and relevance. Not only does the historic cost valuation model yield misleading results but we now recognise, through our understanding of corporate governance, that many more groups in addition to shareholders have a legitimate right to corporate financial information. What we have proposed in this paper is an alternative paradigm to replace the old one, the new one being based on multi-valuation bases to satisfy the multi-information needs of users. The new paradigm is also more flexible in its format and permits many variations on, and extensions to, the traditional profit and loss account and balance sheet.

A significant, and suitably cautionary, note on which to end is to stress that certain corporations have already experimented with many of the proposals put forward here. These enterprises have seen what the future holds in the field of financial disclosure and have decided to make an honest attempt to provide better information in a more meaningful format rather than wait for legislators to lay down mandatory requirements. The history of all imposed standards of financial reporting shows that the actions of the pioneers and adventurers influence the contents of the regulations when they are eventually issued. Corporations will find the introduction of new and more meaningful corporate reports a significantly less painful exercise if they embark on it voluntarily.

utilisés dans ses comptes de 1978. De tels instruments de communication devraient être expérimentés par un plus grand nombre d'entreprises.

Quelles qu'en soient les modalités, cet effort d'éducation financière des utilisateurs aura vraisemblablement pour effet de rendre ces derniers mieux à même de comprendre les subtilités des rapports annuels, en conséquence de quoi ils deviendront plus exigeants pour ce qui est de la qualité de l'information qu'ils demanderont aux entreprises de leur fournir.

Désagrégation de l'information financière. A l'avenir, les entreprises deviendront de plus en plus conscientes de la nécessité d'informer davantage sur la substance économique de leurs activités, plutôt que de se cantonner dans la stricte observation des exigences formelles de publication définies par la loi et les règlements. Même sans aller jusqu'à l'établissement des nouveaux documents évoqués plus haut, une entreprise peut donner aux lecteurs de la partie financière de son rapport annuel des informations plus détaillées, ou désagrégées, allant très loin dans le sens d'un renversement de la tendance actuelle des rapports d'activité à faire prévaloir la forme sur le fond. Il est vrai que beaucoup d'entreprises publient déjà les informations relatives à leur chiffre d'affaires et à leurs actifs nets en indiquant les montants par groupes de produits et/ou par localisation géographique. Mais il reste encore beaucoup de progrès à faire dans ce domaine.

Avec l'amélioration du niveau d'éducation financière dans les diverses catégories d'utilisateurs au cours des années à venir, on verra apparaître des demandes d'informations plus détaillées, permettant au lecteur de prendre de meilleures décisions. Pour comprendre les affaires de l'entreprise, établir des prévisions du bénéfice consolidé et évaluer la stratégie de diversification de la direction, le lecteur intéressé doit disposer de données spécifiques concernant le chiffre d'affaires et le bénéfice dans les différents secteurs d'activité de l'entreprise. La rentabilité et le risque des différentes activités de la firme se modifient dans le temps à un rythme qui n'est pas le même pour chaque secteur.

En abordant cette matière, les autorités chargées d'édicter les règles relatives au devoir d'information des sociétés se trouveront confrontées à la question suivante: pouvons-nous laisser la définition des secteurs à la libre appréciation des administrateurs des sociétés, ou nous faut-il un étalon de mesure extérieur, en fonction duquel les décisions des dirigeants puissent être analysées et comparées?[8] Un étalon de mesure judicieusement choisi, sous la forme, par exemple, d'une classification-type des activités industrielles, aurait les avantages suivants: a) il permettrait à celui qui élabore l'information relative aux secteurs de déterminer le niveau optimum d'informations à fournir; b) il permettrait à l'utilisateur de relier les informations sectorielles à des données extérieures, telles que des statistiques générales concernant le marché, la production et les aspects financiers pour l'ensemble de chacun des secteurs concernés; c) il permettrait aux contrôleurs des comptes de disposer de quelques points de repère objectifs pour l'évaluation des décisions des administrateurs.

References and Further Readings

[1] This section draws on some articles and lectures of R. I. Tricker, the founder of the Corporate Policy Group, Oxford, a research body which brings together businessmen and academics to study corporate matters. Mr. Tricker conducted a seminar on corporate governance at IMEDE in October 1979.

[2] The late C. C. Michael Pocock, CBE: an unpublished talk entitled *"Main Board Matters"* by the chairman of the committee of managing directors, Royal Dutch Shell.

[3] M. Friedman: *"Capitalism and Freedom"*, Chicago 1962.

[4] For a fuller discussion see *"The Corporate Report"*, a discussion paper published by the Accounting Standards Steering Commitee, London 1975. This paper was one of the most thought-provoking documents ever published by the accounting profession. Its release, however, coincided with profession's debate on inflation accounting and consequently never received the attention it deserved. *"The Corporate Report"* will inevitably be revised and republished in response to the corporate governance issue.

[5] For example T. A. Lee and D. P. Tweedie: *"The Private Shareholder and the Corporate Report"*, The Institute of Chartered Accountants in England and Wales, 1977.

[6] For specific examples see N. Lothian: "The Nature of Redundancy and its Use in Annual Reports and Accounts", *Accounting and Business Research*, Summer 1976.

[7] Emmanuel C.R. and Gray S.J.: "Segmented Disclosure by Multibusiness Multinational Companies: A Proposal", *Accounting and Business Research*, Summer 1978.

For a review of standards in current European financial reporting see M. Lafferty, D. Cairns and J. Carty: "Survey of 100 Major European Companies' Reports and Accounts" *Financial Times*, 1979.

VII. CONCLUSION

Le lecteur peut avoir l'impression que la somme des changements suggérés dans le cadre du présent article représente une sorte de révolution en matière de rapports et de comptes annuels des sociétés. Une telle proposition n'est peut-être ni exagérée, ni indésirable. Il y a bien longtemps que le concept actuel, consistant à présenter des comptes fondés sur les coûts historiques et ne répondant qu'aux seuls besoins d'information des actionnaires, est dépassé du point de vue de son utilité et de sa pertinence. Non seulement l'évaluation historique des coûts donne une image trompeuse, mais encore la compréhension des phénomènes liés au gouvernement des entreprises conduit maintenant à reconnaître qu'il existe, à côté des actionnaires, beaucoup d'autres catégories d'utilisateurs ayant un droit légitime à une information financière de la part des entreprises. Nous avons proposé, ici, de remplacer l'ancien concept par un nouveau, fondé sur la présentation de bases d'évaluation multiples, répondant aux besoins d'informations multiples des diverses catégories d'utilisateurs. Le nouveau modèle est également plus flexible du point de vue de sa forme et permet une gamme très variée de modes de présentation et de possibilités d'extension des données fournies dans le cadre des comptes de profits et pertes et des bilans traditionnels.

Pour conclure sur une remarque importante, et que le respect de la vérité impose, il convient de souligner que certaines entreprises ont déjà expérimenté un bon nombre des propositions formulées ici. Ces entreprises ont décelé ce que l'avenir leur réservait pour ce qui est de la forme et du contenu de leurs rapports financiers et ont décidé d'essayer honnêtement de fournir une information meilleure et présentée sous une forme plus compréhensible, sans attendre que le législateur fixe à cet égard des normes impératives. L'histoire de toutes les dispositions légales imposant des normes pour la publication de données financières montre que les mesures prises par les pionniers et les premières entreprises à tenter l'aventure influencent le contenu des réglementations finalement adoptées. L'introduction de rapports annuels d'un modèle nouveau et plus explicite se révélera beaucoup moins douloureux pour les entreprises si elles la réalisent de leur propre chef.

Références et lectures complémentaires

[1] Cette partie s'inspire de quelques travaux et cours de R. I. Tricker, fondateur du Groupe de Politique d'Entreprise, à Oxford, qui est un organisme de recherche réunissant des hommes d'affaires et des professeurs d'université pour l'étude de questions concernant les entreprises. M. Tricker a dirigé un séminaire sur le gouvernement de l'entreprise à l'IMEDE, en octobre 1979.

[2] cf. M. C. C. Michael Pocock (CBE); *« Main Board Matters »*, conférence non publiée du président de la direction générale de Royal Dutch Shell.

[3] M. Friedman: *« Capitalism and Freedom »*, Chicago, 1962.

[4] Pour un examen plus approfondi, cf. «Accounting Standards Steering Committee» (éd): *« The Corporate Report »*, Londres, 1975. Ce document de travail a été l'une des études les plus stimulantes pour l'esprit jamais publiées par la profession comptable. Sa sortie de presse a cependant coïncidé avec le débat de cette profession sur la comptabilité en période d'inflation, si bien qu'il n'a pas obtenu l'attention qu'il méritait. *« The Corporate Report »* sera inévitablement revu et réédité en réponse aux questions que pose le gouvernement des entreprises.

[5] Par exemple, T. A. Lee et D. P. Tweedie: *« The Private Shareholder and the Corporate Report »*, The Institute of Chartered Accountants in England and Wales, 1977.

[6] Pour des exemples spécifiques, cf. N. Lothian, « The Nature of Redundancy and its Use in Annual Reports and Accounts», *« Accounting and Business Research »*, été 1976.

[7] C. R. Emmanuel et S. J. Gray: «Segmented Disclosure by Multibusiness Multinational Companies: A Proposal», *« Accounting and Business Research »*, été 1976.

[8] Pour une étude des normes pratiquées actuellement en Europe dans les rapports financiers annuels des sociétés, cf. M. Lafferty, D. Cairns et J. Carty, «Survey of 100 Major European Companies' Reports and Accounts», *« Financial Times »*, 1979.